

DALOA, N° 170 du 2/07/2003
A.U. RECOUVREMENT DES CREANCES : art. 15 – DECISION RENDUE SUR OPPOSITION –
CONDITIONS DE L'APPEL – CONDITION DE FORME REGIES PAR LE DROIT NATIONAL –
CONDITIONS DE DELAI REGIES PAR L'ACTE UNIFORME

COUR D'APPEL DE DALOA

PREMIERE CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE

ARRET CIVIL CONTRADICTOIRE

N°170/03 DU 02 JUILLET 2003

N°86/03 DU ROLE GENERAL

OBJET : APPEL CONTRE LE JUGEMENT N°154/03 DU 09 MAI 2003 DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE DALOA

AUDIENCE DU 02 JUILLET 2003

COMPOSITION DE LA COUR :

PRESIDENT : M. YAPI N'KONOND AUGUSTE-ROGER, Premier Président;

CONSEILLERS : MM. ZINGBE POU et ZAROU PREGNON ;

AVOCAT GENERAL: M. OKOUBY YAO AUGUSTIN;

GREFFIER: Me KAKOU AKE SERGE;

LES PARTIES :

APPELANTE : La société SOCOJEF, dont le siège social est sis à Daloa, quartier Commerce, lot n°16, B.P. 2701 Daloa, agissant aux poursuites et diligences de son gérant, le sieur JABER MOHAMED, de nationalité libanaise, demeurant audit siège ;

Assistée de Maître VIEIRA GEORGES PATRICK, étude sise au 3, Rue des Fromagers, Plateau-Indénié, 01 B.P.V 159 Abidjan 01, Tél. : 20-22-66-01/20-22-09-11 ;

INTIMEE : La société TOLES IVOIRE LE GUERRIER, dont le siège social est sis à Abidjan, Zone industrielle de VRIDI, rue du textile, 15 B.P. 144 Abidjan 15, prise en la personne de son représentant légal, le sieur JACQUES VISSANDJEE NAZIM, Directeur général Adjoint, de nationalité française, domicilié à Cocody-Danga, 15 B.P. 360 Abidjan 15 ;

Assistée de Maître MEDAFE MARIE CHANTAL, étude sise au 08 Boulevard Carde, immeuble la Résidence, Ex-Borg, 04 B.P. 04 Abidjan 04 Avocat à la Cour, son conseil ;

LA COUR ;

Vu les pièces du dossier de la procédure ;

Vu les conclusions des parties ;

Ensemble l'exposé des faits, procédure, prétentions et moyens des parties et motifs ci-après ;

FAITS ET PROCEDURE

Suivant ordonnance n°786/01 du 21 décembre 2001 rendue par le Président du Tribunal de Première Instance de Daloa, la société SOCOJEF a été condamnée à payer à la société TOILES IVOIRE la somme de 36.480.031 francs représentant le reliquat de sa créance de fourniture de marchandises.

Par acte du 04 février 2002, la société SOCOJEF a formé opposition à l'exécution de ladite ordonnance devant le tribunal de première instance de Daloa qui, aux termes du jugement civil contradictoire n°154/03 du 09 mai 2003 l'a déclarée mal fondée et condamnée celle-ci à payer la somme sus-indiquée.

Suivant acte du 20 juin 2003, la société SOCOJEF a relevé appel de ce jugement.

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Aux termes de son acte d'appel, la société SOCOJEF a soulevé au principal, d'une part la nullité de l'acte de signification de l'ordonnance d'injonction de payer dressée le 24 janvier 2002 en violation de l'article 8 du IV^e Acte uniforme du Traité OHADA et d'autre part l'irrecevabilité de la requête aux fins d'ordonnance d'injonction de payer et ce, en application de l'article 4 alinéa 2 dudit Acte.

Subsidiairement, l'appelante a expliqué que la créance de la société TOLES IVOIRE n'existe pas et n'a donc pas de cause contractuelle, de sorte que conformément à l'article 2 de l'Acte Uniforme précité, la requête doit être déclarée non fondée.

Concluant par l'organe de Maître MEDAFE MARIE CHANTAL, Avocate à la Cour, son conseil, la société TOLES IVOIRE a pour l'essentiel répliqué aux moyens de l'appelante en expliquant d'une part que l'acte de signification de l'ordonnance d'injonction de payer est régulier et d'autre part que la requête aux fins d'ordonnance d'injonction de payer est conforme aux dispositions légales.

L'intimée a ensuite sollicité la confirmation du jugement entrepris et produit des pièces.

MOTIFS

Considérant que l'article 15 de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution stipule que "la décision rendue sur opposition

est susceptible d'appel dans les conditions du droit national de chaque Etat partie. Toutefois, le délai d'appel est de trente jour à compter de la date de cette décision" ;

Considérant que l'examen de ce texte laisse apparaître deux séries de conditions pour interjeter appel à savoir les conditions de formes et les conditions de délai ;

S'agissant des conditions de formes, le texte de l'OHADA renvoie aux conditions de formes du droit commun de chaque Etat partie.

En Côte d'Ivoire, les conditions de formes de l'appel sont l'objet des articles 164 à 167 du Code de procédure civile, commerciale et administrative, conditions respectées par l'appelante ;

Il en va différemment en ce qui concerne les conditions de délai.

En effet, aux termes de l'article 168 du code précité, "le délai pour interjeter appel est de un mois, sauf augmentation comme il est dit à l'article 34 alinéa 2. Ce délai commence à courir comme il est dit aux articles 325 et suivants ". Autrement dit, le délai ne court qu'à compter de la signification faite à personne de la décision en cause. Or en vertu de l'article 15 de l'Acte Uniforme précité qui gouverne la présente procédure, le délai d'appel est de trente jours à compter de la date de la décision.

Autrement dit, tout appel effectué plus de trente jours après le prononcé du jugement rendu sur opposition à ordonnance d'injonction de payer est tardif et donc irrecevable en vertu de l'article 168 alinéa 2 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;

En effet, aux termes dudit alinéa "l'appel tardif est irrecevable" ;

Or considérant que le jugement attaqué a été rendu le 09 mai 2003 ;

Qu'appel en a été relevé le 20 juin 2003 par la société SOCOJEF ;

Qu'entre ces deux dates, il s'est écoulé plus de trente jours, soit exactement 41 jours ;

Que ledit appel étant tardif doit être déclaré irrecevable ;

Considérant que l'appelante succombe ;

Qu'il convient de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Déclare irrecevable l'appel relevé le 20 juin 2003 par la société SOCOJEF du jugement contradictoire n° 154 du 09 mai 2003 rendu par le tribunal de première instance de Daloa ;

Condamne l'appelante aux dépens.

Prononcé publiquement par le Président de la chambre les jour, mois et an que dessus ;

Lequel Président a signé la minute avec le Greffier./.